

Burundi : Les opposants dénoncent un simulacre électoral

RFI, 29-06-2015 Elections législatives et communales à risque au Burundi Au Burundi, un peu moins de 4 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour des élections communales et législatives ce lundi 29 juin. Les scrutins n'ont pas été reportés malgré le blocage politique. Le vote est donc boycotté par l'opposition et la société civile, toujours à la candidature du président sortant à sa propre succession le 15 juillet prochain. [Photo : Des milliers de soldats sont mobilisés pour protéger les bureaux de vote, souvent installés dans des tentes en banlieue des quartiers sensibles pour éviter tout débordement, comme ici dans le quartier Musaga à Bujumbura.]

Les opposants dénoncent un simulacre électoral. La communauté internationale appelait elle aussi à reporter pour laisser une chance au dialogue. Sur fond de violences, les bureaux de vote ont ouvert petit à petit ce lundi matin. Les bureaux de vote devaient ouvrir ce lundi 29 juin à 4 heures TU. Pour autant, de nombreux retards ont été constatés par RFI entre 30 minutes et deux heures en moyenne. Dans le quartier de Nyakabiga par exemple, à 5h30 TU, une heure et demie après l'ouverture prévue, les centres n'étaient pas encore opérationnels. Pourtant, le président de la commission électorale provinciale indépendante de Bujumbura a indiqué à RFI que les bureaux de vote étaient en place dans tous les quartiers de la capitale, malgré des retards de distribution du matériel. Dans la commune de Mugongomanga, sur les hauteurs de Bujumbura, le personnel de la Commission électorale a aussi pris beaucoup de retard dans les bureaux de vote. Deux heures après leur ouverture, aucun électeur n'était encore arrivé sur place. Plus on se rapproche de Bujumbura, plus la Commission électorale explique que c'est notamment à cause de l'insécurité dans la capitale que le personnel est arrivé en retard. Même chose dans la province de Bururi, considérée comme plutôt contestataire, ou une affluence très faible a été constatée ce lundi matin. Les membres des commissions électorales le reconnaissent, mais rejettent la faute sur des manifestants dans les collines qui empêcheraient selon eux les électeurs de rejoindre ces bureaux de vote et d'accomplir leurs droits de citoyen. Concernant la participation, il y avait en fin de matinée environ 30 participants par bureau sur 350 inscrits, donc 10% à Matana. Près de 30% dans une autre commune de Bururi. Mais ces provinces sont plus hostiles au président Nkurunziza et ne sont pas représentatives de l'ensemble du pays. Pour le président de la Commission électorale de la commune de Djenda, Dieudonné Hakazimana, les électeurs se sont en effet sentis menacés : « Certains électeurs ont eu peur et ne sont pas venus voter parce qu'ils ont peur que les manifestants leur fassent du mal. Dans cette commune, il y a eu des manifestations, il y a eu des gens qui ont barricadé les routes. Les manifestations se sont transformées en rébellion ». Tensions Un centre de vote était tout de même ouvert très tôt ce lundi matin dans la commune de Kagnocha. Une bonne dizaine d'électeurs étaient déjà présents aux alentours de 5h15 TU. Le personnel leur expliquait comment voter, ils présentaient leur carte d'électeur mais pas leur carte d'identité. Ce qui pose problème puisque pour vérifier l'identité il faut l'identité. A un moment, l'un des membres de la Commission a montré comment il fallait cocher les cases et à ce moment-là, il s'est rapproché de la zone du parti au pouvoir et a regardé les journalistes qui étaient présents. Il a finalement préféré se mettre son doigt sur un autre parti. Des cartes d'électeurs étaient par ailleurs disponibles dans certains centres de vote, notamment dans la province de Bururi, car les distributions n'ont pas eu lieu jusqu'au bout. Mais il y a une prolongation par la Cni, qui permet aujourd'hui aux électeurs de pouvoir les retirer et de pouvoir voter s'ils le souhaitent, dans la foulée, jusqu'à 16 heures ce lundi soir. La surveillance a largement été renforcée aux bureaux de vote. De nombreux policiers et militaires sont présents pour éviter tout débordement, après des attaques survenues dans la nuit. Violences Ces scrutins ont débuté après une nuit de violences, entraînant des scènes de panique dans la capitale. A Nyakabiga, quartier chaud en pointe dans les manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, des tirs nourris et des explosions de grenades ont ponctué la nuit. Des bureaux de vote ont par ailleurs été attaqués à Cibitoké et Jabé, mais les assaillants ont finalement été repoussés par les forces de l'ordre. Aucun dégât n'est à déplorer dans les bureaux de vote pour le moment selon les autorités. Au total, des sources policières contactées par RFI ont indiqué de 15 explosions de grenades à Bujumbura, six policiers ont été blessés dans la capitale et deux véhicules endommagés, mais d'autres violences sont à déplorer dans les provinces du sud-est et du sud-ouest du Burundi. Le président de la Cni du Burundi, Pierre Claver Ndayicariye, dit que « la situation est totale car elle est assurée par l'armée et la police ». Des dizaines de milliers de policiers et de soldats ont été déployés, rappelle-t-il. Il appelle donc les électeurs à venir voter massivement alors que l'opposition et la société civile appellent au boycott de ces élections très contestées. »